



Il y a cru. Il s'est investi depuis des années dans la bataille pour occuper le sommet de l'Etat. Il l'a fait avec beaucoup de talent mais en même temps en ayant recours et en s'appuyant sur un réseau très puissant, dont celui des médias n'est pas des moindres. Il a tellement su utiliser ces médias, que durant de nombreux mois précédant le lancement officiel de la campagne, les Français ne voyaient plus que sa tête dans la lucarne. Il a eu le talent de se donner à voir comme candidat de la rupture alors qu'il fait partie du gouvernement sortant. Il n'a quitté que très tardivement ses responsabilités à la tête du ministère de l'Intérieur, profitant largement, jusqu'au dernier moment de la confusion des genres en investissant ainsi les espaces, tous les espaces. Il a eu aussi un autre mérite, celui d'avoir su, contrairement à sa rivale de gauche, rassembler très largement à droite, et même à l'extrême droite. Il a surfé, comme jamais aucun prétendant républicain à cette haute fonction ne l'a fait à ce jour, sur le discours lepéniste et viliériste. La perte de voix dans l'extrême droite est la résultante de reprise par Sarkozy des thèmes chers à ce courant extrémiste et la réanimation des sentiments de peur et de stigmatisation de ceux qui viennent d'ailleurs. Ses propos sur le Kärcher en juin 2005, la racaille en octobre 2005 ; ceux qui doivent quitter la France, s'ils ne l'aiment pas » en avril 2006 ou encore « ceux qui sont polygames, pratiquent l'excision sur leurs filles, érogent le mouton dans les baignoires » en février 2007 ou enfin l'immigration qui menacerait la nation française et son incroyable projet de création d'un ministère de l'immigration et de l'identité nationale » pour contrer cette menace. Il s'est déplacé, en 2006, à l'occasion de la commémoration du 11 septembre, aux USA, pour voir Bush, se faire photographier avec lui et faire des déclarations insensées pour se démarquer de l'opposition courageuse de la France à la guerre en Irak et qualifier dans la foulée son pays « d'arrogant ». Certains ont cru que le caractère fougueux de Sarkozy l'a amené parfois à des dérapages, mais il n'en est rien. Dans l'ouvrage *Sarkozy Connexion*, de la journaliste Hedwige Chevillon, sorti en janvier dernier (éditions Hachette Littératures), le désormais président français est ainsi décrit : « Depuis son premier poste ministériel en 1993, on décèle aisément non une méthode au sens classique du terme, mais une stratégie de conquête qui s'articule autour de quelques grands principes. Le mouvement toujours. Le travail, sans cesse. L'occupation du terrain médiatique sans une minute de répit. Le culte de la personnalité, sans fausse pudeur. La récupération de tout ce qui peut s'avérer utile, hommes et idées, peu importe... ». Glaner des voix et ratisser large, l'essentiel étant d'arriver au sommet, a été sa stratégie, qu'elle à passer pour un raciste, un xénophobe, ce qu'il n'est peut-être pas, encore que... Mais objectivement, s'il a pu gagner la confiance des Français proches de ses thèses extrémistes, il a aussi récolté les voix de ceux qui l'ont porté pour son programme économique et social, pour le projet de société qu'il va mener. Quelles sont les grandes actions qui fondent ce projet, qui ont reçu l'assentiment de la majorité des Français qui lui ont accordé leur confiance ?

Une France plus libérale, plus inégalitaire

La situation économique et sociale des Français, l'écart du pouvoir d'achat qui s'est creusé ces dernières années, ont leur solution, selon Nicolas Sarkozy, dans le « travailler + pour gagner ». C'est l'axe central de son programme, celui qui permettra la croissance. Alors que la France connaît un contexte de chômage massif, les 35 heures sont dans le programme du nouveau président la cause essentielle de tous les maux sociaux, même s'il se garde de les abroger. Au lieu du partage de travail, il propose le recours aux heures supplémentaires, exonérées de charges pour les entreprises et d'impôts pour les salariés. Ainsi, les patrons auront tout avantage à cette nouvelle manne et n'auront plus intérêt à recruter, et à terme, la durée légale du travail peut disparaître. Dans cette même logique, il va faire en 5 ans plus que n'a fait Margaret Thatcher en 10 ans : réduire, de moitié, les prélèvements obligatoires. Perpétuant les inégalités, et en cela fidèle

LA FRANCE DE SARKOZY A GAGNE A droite toute !



à ses convictions, le projet de suppression de l'impôt de solidarité sur les fortunes ISF permettra aux 40% de fortunés qui le payent aujourd'hui en France de s'enrichir encore sur le dos des 40% autres non concernés par les richesses. Plus encore que par le passé, la rentabilité, à n'importe quel prix, sera aux commandes. Ainsi, il est envisagé le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux qui part à la retraite. Même le secteur de l'éducation pâtira des mesures envisagées. La suppression de la carte scolaire ; la sélection qui sera instaurée pour l'entrée à l'université et la bourse au mérite... autant de décisions inscrites au projet de Sarkozy qui marquent très à droite son programme caractérisé dans tous ses volets par une nette stratégie de désengagement de l'Etat et une suppression annoncée, ou tout le moins un affaiblissement certain du service public qui constitue aujourd'hui le pilier du modèle français.

Une France plus répressive, moins accueillante

La politique du « tout répressif » par le renforcement de l'arsenal juridique déjà pas mal consistant, en lieu et place de dispositifs préventifs, sera renforcée et comme par le passé concernera les populations les plus précaires. Ainsi, au lieu d'aides à apporter aux familles qui ont des difficultés à suivre leurs enfants, il a envisagé de recourir à la mise sous tutelle des allocations familiales pour les familles d'enfants qui s'absentent par exemple souvent de l'école, aggravant, ce faisant, la fracture déjà béante. Il continuera, par ailleurs, à assigner aux policiers des chiffres à atteindre en termes de répression (interpellations, verbalisations...) qui concourront sans aucun doute à augmenter le nombre de bavures policières, assez fréquentes déjà durant son exercice à la tête du ministère de l'Intérieur. Pour les sans-papiers, s'il refuse très nettement leur régularisation, y compris ceux dont les enfants sont scolarisés, il va encore plus loin en fixant là aussi des chiffres annuels de reconduite aux frontières.

Quant à sa politique de l'immigration choisie, il va la mener avec les institutions européennes. A ces instances, il propose un traité multilatéral contraignant qui fixe les plafonds d'immigration et organise la coopération policière internationale contre les filières clandestines. « L'immigration choisie » qu'il prépare est celle qui ne laissera de place qu'à l'élite : « Les meilleurs chercheurs, ingénieurs et travailleurs qualifiés ». Quant au regroupement familial, il ne sera possible que si le demandeur « a un logement et un travail lui permettant de faire vivre sa famille, sans prise en compte des allocations familiales ». Ce retour à une France moins accueillante, plus fermée sur elle-même, sera garanti par la dernière trouvaille, rajoutée dans son programme : un ministère de l'immigration et de l'identité nationale » qui a fait bondir, y compris dans son camp, et qui a été tempéré tout récemment par cette explication rajoutée : « Car l'intégration passe par le partage de notre culture, autant que par son enrichissement. »

Il mettra fin, dit-il, au « réseau France Afrique »

La gestion des relations avec l'Afrique

connaîtra une rupture, a annoncé en mars dernier Sarkozy, lors de la présentation à la presse de la politique étrangère qu'il compte mener. Celle-ci aura trois axes fondamentaux : assurer la sécurité et l'indépendance de la France ; promouvoir les libertés et les droits de l'homme au plan international et enfin promouvoir les intérêts économiques de la France. Pour ce dernier axe et pour ce faire, la Chine aura sa faveur eu égard au potentiel que présente ce pays et ce qu'il peut offrir à l'économie française.

Quant à l'Afrique, il annonce qu'il réduira, en concertation avec l'Union africaine, la présence militaire française sur le continent. Par ailleurs, se déclarant voulant rompre avec la pratique de ses prédécesseurs, il rompra avec le réseau France Afrique et la personnalisation et la non-transparence des relations.

Sur le conflit israélo-palestinien : deux discours, l'un de circonstance et l'autre de conviction

Le Moyen-Orient et la guerre qui fait rage dans la région ont très peu été évoqués par le candidat, tout au long de la campagne (pas plus d'ailleurs que par sa rivale). La position officielle du nouveau président, celle qui figure dans son programme est « le rôle de la France, c'est de permettre l'émergence d'une solution mutuellement acceptable, d'une paix juste fondée sur l'établissement de deux Etats viables, démocratiques, indépendants vivant côte à côte dans la sécurité et dans les frontières sûres et reconnues. La France et l'Europe doivent aider les Palestiniens à se doter d'un Etat, parce qu'ils y ont droit. Je considère que la communauté internationale est parfaitement fondée à exiger du gouvernement palestinien qu'il respecte les trois conditions posées par le quartet : la reconnaissance d'Israël, le renoncement à la violence et le respect des engagements passés. Jamais je ne transigerai avec la sécurité de l'Etat d'Israël ». Aucune exigence donc pour faire appliquer les résolutions de l'ONU qu'Israël n'a jamais appliquées, même dans ces déclarations, convenues, de circonstance.

Sarkozy a été le premier des candidats à se rendre en Israël, après son investiture par l'UMP, et à y rencontrer Sharon. Des informations publiées sur le net notent qu'au cours d'une cérémonie de bénédiction de 1200 émigrants juifs français qui se sont installés définitivement en Israël, M. Zeev Boim, ministre israélien de l'Intégration, a fait état de sa rencontre avec Nicolas Sarkozy, le matin même et a déclaré : « Je l'ai remercié pour sa défense d'Israël et lui ai transmis les félicitations d'Ehoud Olmert. M. Sarkozy est revenu sur le fait que le Hezbollah était responsable de l'agression. Il m'a demandé de combien de temps l'Etat d'Israël a besoin pour terminer le travail. Je lui ai répondu : une semaine à dix jours. »

Evoquant la question de l'ouverture de l'Europe à la Turquie devant le Cercle des Européens, le club de réflexion de Noëlle Lenoir, Sarkozy a eu ces propos, on ne peut plus clairs : « Le problème, ce n'est pas la Turquie mais l'identité de l'Europe. Si nous voulons vraiment nous élargir dans cette région du monde, nous devrions d'abord intégrer Israël,

De notre bureau de Paris, Khadidja-Baba-Ahmed

dont la population, largement d'origine européenne, partage nos valeurs. » Ce sont là les déclarations de conviction qui font qu'avec Sarkozy, la politique française au Moyen-Orient connaîtra certainement quelques bouleversements.

Relations de la France de Sarkozy avec l'Algérie

Les relations officielles de l'Algérie avec la droite française sont le corollaire de l'histoire de l'Algérie avec le Parti socialiste. Les relations avec le PS ont d'abord souffert de la signature par l'Assemblée nationale en 1956, sous le socialiste Guy Mollet, des pouvoirs spéciaux accordés à l'armée sur notre territoire occupé, aggravée ces dernières années par la position officielle, là aussi, des socialistes sur le terrorisme et le doute qu'ils ont fait propager sur les auteurs des massacres perpétrés. Ces prises de position des socialistes, ajoutées aux convictions idéologiques probables des dirigeants algériens, ont conduit, jusque-là, l'Algérie officielle à préférer traiter avec un régime de droite, même si la population algérienne ici dans l'immigration, ou dans notre pays, a toujours eu le cœur à gauche. C'est sous le gouvernement Chirac (grand ami de notre chef d'Etat) qu'un projet de traité d'amitié avec notre pays a été envisagé puis mis sous le coude. Avec l'arrivée de Sarkozy au pouvoir, et à l'examen de toutes les déclarations qu'il a eu à faire sur ce traité et sur la repentance exigée par l'Algérie, les relations avec l'Hexagone ne vont pas être très faciles, tout au moins dans les premières années du pouvoir Sarkozy. Ce dernier n'a jamais caché son refus de tout pardon ou toute repentance, demandée par l'Algérie à ses anciens colonisateurs. Le 7 février dernier à Toulon, fief des anciens d'Algérie, pieds-noirs et harkis, il a clamé avec force ses convictions sur ce sujet. Faisant un retour sur l'histoire, il explique : « La plupart de ceux qui partirent vers le Sud (entendez les colonies) n'étaient ni des monstres ni des exploités. Beaucoup mirent leur énergie à construire des routes, des ponts, des écoles, des hôpitaux. Beaucoup s'épuisèrent à cultiver un bout de terre que nul avant eux n'avait cultivé... Je veux dire à tous les adeptes de la repentance qui refont l'histoire et qui jugent les hommes d'hier sans se soucier des conditions dans lesquelles ils vivaient ni de ce qu'ils éprouvaient, je veux leur dire : de quel droit les jugez-vous ? Si la France a une dette morale, c'est d'abord envers eux. Aux enfants de harkis qui ont servi la France, qui ont dû fuir leur pays et que la France a si mal accueillis, je veux dire que si la France doit des excuses et des réparations, c'est à eux qu'elle les doit... »

Enfonçant encore le clou, Sarkozy a adressé une lettre le 16 avril dernier à Denis Fadda, président du comité du CLAN-R, une association de rapatriés, proche de l'OAS, dans laquelle il déclare, entre autres : « Souhaiter que les victimes françaises de cette guerre, jusqu'à l'indépendance et particulièrement les victimes du 26 mars, se voient reconnaître la qualité de morts pour la France et que leurs noms figurent sur une stèle officielle, afin que personne n'oublie ces épisodes douloureux. » Les événements du 26 mars auxquels fait référence Sarkozy sont en l'occurrence la manifestation insurrectionnelle à l'appel de l'OAS, interdite par les autorités civiles et militaires françaises de l'époque. Mieux encore, Sarkozy poursuit plus loin : « La France doit leur en être et vous en être à jamais reconnaissante. Je le dis clairement ici. Je l'ai dit de la même manière en Algérie. Je le répète, c'est par respect pour vous que je n'accepterai pas que la date officielle de la commémoration des morts de la guerre d'Algérie soit celle d'un cessez-le-feu, qui de surcroît n'a pas été respecté. »

Ce n'est donc pas demain que Sarkozy se déjugera, ni encore moins, comme le demande Abdelaziz Belkhadem dans son interview du 3 mai dernier, « se démarquera des crimes de la France coloniale et... que cela soit écrit noir sur blanc. » Même si la convenance diplomatique conduira, cela va de soi, la présidence algérienne à se fendre d'un communiqué officiel de félicitations au nouveau président, il faudra en surveiller et la rapidité et le contenu et observer surtout le ballet diplomatique qui suivra ou pas cette élection.

K. B.-A.

Que va faire Sarkozy dans l'immédiat ?

Dans une interview accordée au quotidien *Le Parisien* et diffusée vendredi sur Internet (la fin de campagne officielle ayant pris de court le journal), Nicolas Sarkozy annonce que pour porter la voix de la France à l'international, l'un



de ses tout premiers voyages sera pour l'Afrique. «L'une de mes grandes ambitions sera l'Union méditerranéenne, qui est un sujet capital. Le message de la France est capital. Il doit être porté sans agressivité et sans complexe. Je veux une France qui ne transige pas sur ses valeurs et défende les droits

universels.» Au plan interne et dans le domaine économique et social, le nouveau président envisage, d'ici l'été, la possibilité d'exonérer de charges sociales et d'impôts les heures supplémentaires, de déduire les intérêts des emprunts immobiliers, d'établir des sanctions aggravées pour les multirécidivistes et enfin de mettre en œuvre les dispositifs pour un service minimum dans les transports publics.

La semaine qui suivra son élection, il la consacra, dit-il, à recevoir les partenaires sociaux pour préparer quatre grandes conférences nationales consacrées à la démocratie sociale ; à la parité des salaires hommes femmes, au contrat de travail unique et le pouvoir d'achat et les 35 heures.

Par ailleurs, le nouveau président recevra les ONG en charge de l'environnement pour préparer pour l'automne «un Grenelle de l'environnement».

K. B.-A.

Le gouvernement probable de Sarkozy

Au cours de sa campagne électorale, Nicolas Sarkozy a promis une équipe serrée de 15 ministres, sans préciser cependant le nombre de secrétaires d'Etat. Il a promis aussi une parité hommes femmes dans sa future équipe. Pourra-t-il tenir ses engagements ? Les spéculations sur son futur gouvernement vont bon train. Certains noms reviennent cependant plus que d'autres dans les médias :

- Premier ministre** : François Fillon, Jean-Louis Borloo ou encore Michèle-Alliot Marie
- Intérieur** : Brice Hortefeux, Claude Guéant ou encore Patrick Devedjian
- Défense** : Michel Barnier ou Claude Guéant
- Affaires étrangères** : Michèle-Alliot Marie ou Alain Juppé
- Emploi** : Xavier Bertrand ou Gérard Larcher
- Economie** : Jean-Louis Borloo ; Pierre Méhaignerie ou Christian Blanc
- Education nationale** : Yves Jégo, Valérie Pécresse ou encore Jean-Louis Borloo
- Justice** : Patrick Devedjian, Rachida Dati
- Équipement - Transport** : Eric Besson (transfuge du PS) ou Bernard Accoyer
- Santé** : Roselyne Bachelot ou Valérie Pécresse
- Jeunesse et Sports** : Laurent Vauquiez ou Rana Yade
- Fonction publique** : Eric Woerth ou Marc-Philippe Daubresse
- Culture** : Gilles de Robien ou Renaud Donnedieu de Vabres (le titulaire actuel)
- Développement durable** : Nicolas Hulot ou Nathalie Kosciusko-Morizet
- Immigration et Identité nationale** : Rachida Dati ou François Baroin



Le parcours du nouveau président français

Né le 28 janvier 1955 à Paris, fils d'immigrés hongrois, ses parents arrivent en France, où le père s'est d'abord engagé dans la légion étrangère et «a fait ses classes en Algérie». Le père de Sarkozy est naturalisé français en 1980, soit bien après que le fils ne vienne à la politique.

Nicolas Sarkozy est marié et père de trois enfants. Sa femme, Cécilia, est l'ex-épouse de Jacques Martin, l'ancien anima-

teur TV. Nicolas Sarkozy obtient en 1978 une maîtrise de droit privé ; en 1981, un Certificat d'aptitude à la profession d'avocat et un DEA en sciences politiques. Il a été ancien avocat au barreau de Paris. Son parcours connaît une ascension fulgurante : il est maire de Neuilly à 28 ans, député à 34 ans et ministre à 38 ans.

Après avoir été conseiller municipal de Neuilly-sur-Seine en 1977, il occupe le poste de maire

de cet arrondissement cosu de 1983 à 2002. Député des Hauts-de-Seine de 1988 à 2002, il se voit élire président du Comité départemental des Hauts-de-Seine en 2003, puis président du Conseil général de ce même département en 2004. Il a été à l'assaut du RPR, ancêtre de l'UMP, puis de ce dernier en occupant successivement le poste de secrétaire général du RPR de 1988 à 1989 ; secrétaire général adjoint en 1992

et 1993 ; membre du bureau politique en 1993 et président par intérim du RPR d'avril à octobre 1999. En novembre 2004, il réussit à se faire élire patron de l'UMP, poste qu'il occupe jusqu'à ce jour et qu'il a brigué comme tremplin pour le propulser à la candidature présidentielle.

Au plan de ses fonctions gouvernementales, il a successivement occupé les postes de ministre du Budget (1993-1995) et

de la Communication (1994-1995), porte-parole du gouvernement (1993-1995), ministre de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales (2002-2004), et enfin il retourne au ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement de l'intérieur (2005) pour en prendre le portefeuille jusqu'en mars 2007, soit juste un mois avant le premier tour des élections.

K. B.-A.

LE VOTE DES FRANÇAIS D'ALGERIE

Faible participation au 2^e tour

Un faible taux de participation au deuxième tour de l'élection présidentielle française a été enregistré hier, au consulat général, à Alger avec, approximativement, 21, % de participation. Contrairement au 22 avril passé, où une longue file d'attente attendait l'accès aux bureaux de vote, le passage aux urnes, hier, pour les ressortissants français en Algérie s'est déroulé sans bousculade et sans attente.

Si dans la matinée, le nombre de votants était très minime, des petits groupes arrivaient toutefois dans l'après-midi, ne formant aucune file, à l'extérieur de la chancellerie. Si d'un côté, les votants sont soulagés

d'accomplir leur devoir en très peu de temps, une inquiétude s'est emparée toutefois d'eux, n'expliquant pas cette absence d'électeurs.

«Je suis surpris. L'abstention risque d'avoir des conséquences négatives sur les résultats de cette élection», s'est exprimé un cadre d'une entreprise française, installé depuis une année à Alger. Notre interlocuteur a gardé secrète son intention de vote, mais il n'a pas hésité de nous révéler dès sa sortie du bureau de vote : «J'ai confirmé mon vote du premier tour. Ségolène bien sûr.»

«Moi j'avais voté Besancenot au premier tour



et aujourd'hui j'ai opté pour Mme Royal. Ce n'est pas une conviction mais un vote d'opposition contre Sarkozy», a enchaîné son collègue, qui vit depuis six ans en Algérie.

Ce n'est pas l'avis de la jeune fille de 21 ans qui est revenue au consulat pour confirmer son choix. «Je veux un changement, pour nous, pour la France et pour nos deux pays.»

Cette étudiante, à la fleur de l'âge, a du mal à supporter la haine et le manque de

respect affichés par le candidat de la droite française envers les enfants de l'immigration. «Ce que dont nous avons besoin, c'est d'un président qui ne méprise pas son peuple, qui ne dit pas des mots qui blessent.

Un président qui respecte l'être humain, quels que soient son origine et son statut», nous a révélé une sexagénaire, venue spécialement de Bouira, en compagnie de ses petits-enfants, pour accomplir son

devoir électoral. Le changement ! Ils sont nombreux les Français d'Algérie à demander cela. Mais de quel changement précisément s'agit-il ? «Nous réclamons de la considération pour les binationaux. Et aussi des visas pour leurs conjoints.

Ce n'est pas normal que nous luttons sans cesse pour de la paperasse, afin d'accéder à nos droits», s'est insurgée une vieille dame qui ne cache pas avoir voté pour la candidate socialiste. Ainsi, pour les ressortissants français à Alger, les relations algéro-françaises, restent au cœur de cette élection.

Connues pour être tendues ces derniers mois, les relations entre Alger et Paris se sont compliquées ces derniers jours, après la lettre envoyée par le candidat de la droite, Nicolas Sarkozy, au président du Comité de liaison des associations nationales des rapatriés (pieds-noirs d'Algérie), dans laquelle il a affirmé qu'«il n'était pas

question du traité d'amitié, promettant monts et merveilles aux rapatriés d'Algérie» et allant jusqu'à exprimer sa volonté de «réhabiliter l'organisation OAS». Cette dernière affirmation a été accueillie avec beaucoup de colère et d'indignation par l'Algérie, qui s'est exprimée par le biais de son chef du gouvernement, Abdelaziz Belkhadem.

Dans un entretien accordé au quotidien français *Le Monde*, M. Belkhadem a dénoncé les propos de Sarkozy.

Ce sont là les questions pour lesquelles des réponses concrètes sont attendues du futur président français et qui soulageront à plus d'un titre les ressortissants français en Algérie et les Algériens en France.

Car des deux côtés, il serait inacceptable de continuer à traiter avec légèreté le sort de deux peuples unis, bon gré, mal gré, par l'histoire.

Rosa Mansouri

AVIS DE DECES

La famille Houam de Tébessa a l'immense douleur de faire part du décès de son cher et regretté fils **Khalil Tarek**, survenu le 5 mai à l'âge de 29 ans.

L'enterrement aura lieu aujourd'hui au cimetière de Boukhedra (Tébessa).

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.